

LES CAPACITÉS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Une analyse de
Simon Lemaire (Réseau Nomade)
et Khalid Chatar (CFS asbl)
CFS asbl - 2024

Analyse 2024

Collectif Formation Société (CFS asbl) – pôle Education permanente/cohésion sociale

Rue de la Victoire 26

1060 Saint-Gilles

02/543 03 03

ep@cfsasbl.be

Toutes publications sont disponibles gratuitement sur ep.cfsasbl.be

Avec le soutien de



Les professionnel·le·s et militant·e·s du milieu associatif sont de plus en plus amené·e·s à inscrire la participation au cœur de leurs pratiques. Dans cette perspective, le CFS asbl et le Réseau Nomade ont décidé de collaborer dans l'organisation de rencontres destinées à échanger sur la manière dont il·elle·s s'en emparent. Cette analyse présente un des questionnements nourri lors de cette réflexion autour de l'approche participative dans le travail social.

La participation est en vogue. Elle est fréquemment brandie comme l'espoir politique de demain. On insiste à juste titre sur les capacités toujours présentes des personnes vivant des situations qui les rendent vulnérables et sur les savoirs liés au vécu de ces situations de vulnérabilité, inatteignables sans les personnes concernées. C'est le « pourquoi participer ». Il est une évidence que différentes définitions philosophiques et pratiques de la participation peuvent (co-)exister. En conséquence de quoi, participer peut consister en des activités concrètes bien différentes mais qui toujours impliquent une série de capacités pour être menées à bien. Il faut par exemple pouvoir délibérer, enquêter individuellement ou collectivement, synthétiser, monter en généralité, et bien plus encore. C'est le « comment participer », par quelles actions, mobilisant quelles capacités et compétences citoyennes.

Si insister sur les capacités toujours présentes de citoyen·ne·s trop souvent disqualifié·e·s en tant que tel·le·s est primordial, il convient de ne pas négliger non plus les capacités associées aux activités de participation, bien indépendantes du vécu des expériences de vulnérabilité. De plus, les expériences

de vulnérabilité impliquent une attention collective quant aux manières d'accueillir et de faire participer certaines personnes. S'exprimer en public à propos d'expériences douloureuses, traverser la ville alors que l'on ne dispose d'aucun moyen financier, se libérer alors que l'on doit s'occuper d'un enfant en bas âge, réfléchir au bien commun alors que l'on est soi-même englué dans une situation personnelle intenable, faire avec ses difficultés financières, sociales, psychologiques, se reconnaître comme porteur d'un savoir propre, dialoguer avec les acteurs et actrices du secteur, s'exprimer sans honte : voilà une série d'attentes pas si faciles à rencontrer pour des personnes en prise avec les difficultés du quotidien. Or cette problématique des attentes implicitement liées aux situations concrètes de participation pour les publics bénéficiaires des services du secteur social-santé est primordiale : elle interroge avec acuité ce qui est mis en place pour soutenir collectivement ou non les capacités des personnes amenées à participer.

Au-delà des slogans politiques et institutionnels, les professionnel·le·s du secteur social-santé sont fréquemment confronté·e·s à des difficultés concrètes dans le cadre de la tenue de dispositifs participatifs avec des personnes aux conditions de vie précaires : comment créer un groupe de parole, comment le maintenir, comment gérer une dynamique relationnelle parfois complexe, comment faire remonter la parole des personnes rassemblées ? Comment les faire participer, comment les amener à s'exprimer quand c'est compliqué, comment aborder des sujets parfois lourds, parfois intimes, et faut-il le faire ?

Comment penser ces questions à partir des expériences de chacun·e, des difficultés concrètes rencontrées dans nos projets professionnels et à ce qu'elles révèlent quant aux impensés des volontés participatives ? Ici rien de « normatif » : l'idée n'est pas de défendre qu'il faut une série de capacités pour participer et que certains publics n'en disposent pas et ne devraient pas ou ne pourraient pas participer. Notre volonté est davantage de réfléchir à tout ce que participer implique et comment soutenir la participation de publics vulnérables, en prenant au sérieux leurs capacités tout en tenant compte des difficultés qu'ils connaissent.

CE QUE PARTICIPER IMPLIQUE

Les difficultés généralement rencontrées peuvent être associées à des capacités bien précises, notamment la difficulté de demander de l'aide, de partager ses problèmes. L'on peut alors aisément imaginer que s'exprimer en public au sujet de situations difficiles à des moments où l'on doit demander de l'aide ne va pas de soi.

Similairement, il ressort chez certaines personnes la difficulté de se sentir légitime à participer, notamment lorsqu'une certaine attente se crée au sujet de la dimension émotionnelle de la participation. Il faut être capable de partager son récit autrement que sur un mode mineur, larmoyant, cherchant à émouvoir l'assemblée. Trop souvent, c'est dans ce rôle-là que sont versé·e·s les expert·e·s de vécu. Quelle teneur donner alors à son récit ? Ni trop émotionnel car sans portée d'effets positifs, ni trop peu car d'une froideur alors reprochée aux participant·e·s. Comment mobiliser son savoir pour l'utiliser comme une expertise ?

Comment dialoguer avec des acteur·rice·s associatif·ve·s de soutien ? Comment définir son propre rôle : porte-parole, témoin, partenaire, et comment partager les rôles participatifs au sein d'un collectif ? Voilà toute une série de questions très concrètes, liées aux pratiques participatives. En découlent deux grands axes d'interrogation concernant à la fois les publics et l'animation, l'un portant sur le rapport entre l'individuel et le collectif, l'autre sur les rôles spécifiques liés à la participation.

CONCILIER INDIVIDUEL ET COLLECTIF

La question de comment « réveiller sa conscience politique » ou encore de comment « passer de mon problème à un problème collectif » revient régulièrement dans le travail social dès lors que l'on envisage la participation. Et si l'on peut louer une réelle capacité de certain·e·s à s'extraire de leur propre situation, il n'en demeure pas moins capital de veiller chez des personnes plus ou moins empêtré·e·s dans leur propre situation à l'égalité de distribution de cette possibilité.

En ce sens, considérer l'indignation collective comme potentiel moteur de la naissance d'une conscience politique se profile comme une piste intéressante. Être à l'affût de cette étincelle d'indignation est alors nécessaire pour ensuite pouvoir la traiter collectivement, revenir sur ce qui été vécu comme une indignation et en faire quelque chose de positif, de constructif. Transformer cette indignation collective en une énergie productrice s'avère être une réelle capacité. Mais qu'en est-il quand les indignations ne sont pas vécues collectivement ? Que mettre en place pour permettre aux personnes en

difficulté de réaliser qu'elles ne sont pas seules ? Comment identifier ce qu'il y a de commun dans les récits individuels ? Cela nécessite bien sûr un travail d'animation particulier qui implique de s'inclure soi-même, en tant qu'animateur·trice, dans la problématique pour construire progressivement et collectivement un socle commun. Il faut également oser utiliser l'indignation où elle se passe, et ce même au sein du groupe, il faut pouvoir revenir sur ce qui se passe plus difficilement au sein même du groupe participatif.

Aussi, le socle commun n'est-il pas toujours là où on l'attend : si les individus continuent de participer, c'est parfois qu'il se passe quelque chose pour eux, et peut-être simplement faire partie d'un groupe. Il convient également de respecter ce commun-là.

Pour dépasser des situations personnelles, il importe donc de soigner le collectif. Mais il convient également de soigner les individualités. Sans cela, elles ne peuvent s'impliquer dans le collectif ou n'y voient pas d'intérêts. L'important est d'avoir une attention constante pour les situations personnelles de chacun·e. Celle-ci peut se concrétiser de bien des manières : proposer des tickets stib pour le transport des personnes en situation irrégulière, prévoir des sandwiches notamment pour celles et ceux qui n'ont pas forcément de quoi se payer un repas, proposer des aides au langage, ... Cela demande de sortir un peu du projet collectif, de déborder pour savoir ce dont chaque individu a besoin. Nous y reviendrons pour la question des rôles, mais cela est lié aux possibilités d'avoir des espaces informels pour rencontrer les gens, loin des attentes institutionnelles initiales, et libérer la parole de tou·te·s.

Il revient ainsi à l'animateur·trice de se faire « tisseur de colères individuelles », de comprendre les frustrations de chacun·e, de les relier et de les tourner positivement. Il faut chercher à passer d'une responsabilité individuelle à une responsabilité collective. Et il ne faut pas négliger que même quand un collectif se façonne avec succès, il doit encore se confronter à un autre collectif : celui des professionnel·le·s et des institutions à qui adresser un message commun. Se frotter aux autres acteur·rice·s du secteur ou anticiper cette rencontre est une autre capacité à renforcer à travers le travail participatif : en plus de faire commun, il faudra pouvoir dialoguer avec d'autres communs.

Enfin, la possibilité de passer de la situation individuelle à des considérations collectives peut utilement se voir soutenue par de la formation. Pour passer de l'expérience à l'expertise, il convient d'outiller les personnes de manière à changer les dynamiques de considérations individuelles. Cela demande parfois du temps et la possibilité de rémunérer les personnes participantes n'est pas à écarter.

SPÉCIFIER LES RÔLES ATTENDUS

Autre question récurrente dans la participation inhérente au travail social, celle des rôles attendus de chacun·e, de la place occupée par les différent·e·s participant·e·s au sein du dispositif participatif. Et une certaine frontière peut s'observer alors entre ces rôles. Par exemple, celui des expert·e·s de vécu est souvent lié à des aspects techniques, ménagers ou émotionnels. À l'opposé, celui des scientifiques menant une recherche collective est plutôt de permettre l'accès de tou·te·s à

un rôle de co-chercheur.e par des activités formatives à la recherche.

Il n'est pas si aisé de partager les compétences dans un groupe tant les rôles sont variés et ne sont pas forcément interchangeables. Dans certains cas, le porte-parole restera porte-parole, le scribe restera le scribe, etc. D'autant plus qu'il faut aussi composer avec des compétences antérieures au dispositif, avec des savoir-faire professionnels propres aux parcours de chacune des personnes.

Il n'apparaît pas non plus si évident de mettre concrètement en avant les capacités liées aux savoirs expérientiels. Cela implique parfois une proximité avec des personnes ayant vécu une situation similaire, parfois au contraire la possibilité d'apporter un autre horizon. Les rôles varient alors entre traduction, proximité avec les personnes concernées et distance avec les pratiques habituelles du secteur. Il convient quelquefois aussi de pluraliser ces rôles et ne pas les faire reposer sur trop peu de personnes, de les rendre accessibles et appropriables par les participant.e.s. Relevons néanmoins que cela n'est pas toujours leur souhait et qu'il existe aussi dans leur chef des attentes de responsabilités de la part des professionnel.le-s de la participation.

Souvent d'ailleurs, ces rôles attendus sont intégrés et il importe de s'en détacher en prévoyant des espaces « hors cadre », loin de l'institution et des positions qui y sont associées. Les dynamiques d'échange diffèrent alors fortement et la parole se libère, notamment dans des espaces de sociabilité, dans des moments de balade, lors de séances de photographies, lorsque l'on est en mouvement et pas autour d'une table pour discuter chacun.e à son tour.

Créer du hors cadre, des moments poreux, se révèle essentiel pour entretenir des espaces où oser enlever son habit et sa casquette de professionnel.le ou de bénéficiaire et relâcher les attentes d'échanges formels ou non. Il faut alors oser revendiquer que ces moments informels, malgré leurs apparences, font partie des nécessités professionnelles, surtout lorsque l'on aspire à créer des dynamiques participatives.

DÉPASSER LES RÔLES, CRÉER DU COMMUN

Faire socle, s'ouvrir à l'échange, libérer la parole, dépasser les rôles et attentes initiales, créer des espaces poreux, recréer du commun, s'indigner collectivement, tisser les colères individuelles, collectiviser les rôles de participation, soutenir les capacités individuelles à participer par la formation, un soutien financier ou social, soigner le collectif comme l'individuel, sortir de sa situation individuelle, ... Sans forcément générer un consensus, nombreuses semblent les capacités liées à la participation. Les agencer selon deux axes, l'un orienté vers le rapport entre individuel et collectif, l'autre vers les rôles et attentes induits par la participation, est évidemment un choix. Ce faisant, il devient possible de poser une hypothèse : peut-être est-ce précisément en perturbant nos attentes initiales et en offrant la possibilité de réassigner collectivement nos rôles respectifs dans un processus participatif qu'un commun émergera plus aisément. Certes, rien ne nous permet d'infirmier ou de confirmer cette hypothèse. C'est qu'il ne nous reste qu'à la tester.